



A l'occasion de l'anniversaire de la chute du dictateur Duvalier et des deux années écoulées depuis le début du gouvernement de l'homme d'affaires Jovenel Moïse, du parti de droite PHTK, le 7 février, une rébellion populaire massive s'est déclenchée en Haïti. Des centaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue de Port-au-Prince, de Cap-Haïtien et des principales villes du pays avec des slogans contre la corruption de la gestion du fonds Petrocaribe, en réclamant la chute du gouvernement et en revendiquant le droit de vivre dans la dignité,

Les manifestants ont donné preuves de grande combativité et n'ont pas reculé devant la répression du régime, qui a fait plus de 15 morts et des centaines de blessés. Au contraire, la violence du gouvernement a alimenté les flammes révolutionnaires.

La semaine dernière, une grève générale a eu lieu : les banques, les écoles, les stations-service et presque tous les commerces ont été fermés. Un grand nombre de manifestants ont lapidé la résidence présidentielle, dans plusieurs endroits les forces répressives ont été obligées à fuir et il y a même eu une fuite de dizaines de détenus dans une prison à la banlieue de Port-au-Prince.

La récente déclaration d'urgence économique du gouvernement n'a clairement convaincu personne de la moindre intention de faire face à l'inflation croissante, qui s'approche au 20 % annuel, afin de mettre un terme à la dévaluation qui a porté le taux de change à plus de 85

gourdes pour un dollar, ni justice aux scandales de corruption. L'implication directe d'une société du président dans la corruption à Petrocaribe a été récemment révélée. La crise politique, qui afflige le gouvernement depuis son élection frauduleuse en 2017, s'est aggravée en janvier lorsque le Parlement n'a pas approuvé le budget de 1.650 millions de dollars.

Le début de cette nouvelle situation politique a commencé pendant les journées de juillet de l'année dernière, au cours desquelles la population a vaincu la tentative du gouvernement d'appliquer une augmentation impitoyable du prix de l'essence, aboutissant également à la démission du Premier ministre. Le grand mouvement visant à clarifier le sort des fonds du fonds Petrocaribe et à porter les corrompus en justice a joué un rôle très important dans la montée des luttes, qui a débuté en août dernier, en particulier dans les grandes mobilisations d'octobre et de novembre.

Le détournement de fonds du fonds Petrocaribe est estimé à environ deux milliards de dollars, soit un montant supérieur au budget annuel de l'État haïtien. Les sénateurs et députés de l'opposition sont également mentionnés dans les rapports parlementaires sur la corruption de Petrocaribe, si bien que le mouvement qui se bat contre le gouvernement n'a aucune confiance dans le parlement qui a une majorité de l'opposition et dans ses partis. Le gouvernement vénézuélien, par l'intermédiaire de son ambassadeur en Haïti et des porte-paroles de la compagnie pétrolière nationale PDVSA, a défendu la gestion des ressources par le gouvernement haïtien, démontrant ainsi sa complicité et son implication probable dans la corruption. Malheureusement, le programme Petrocaribe, dont la mise en œuvre a été réalisée en surmontant les manœuvres et les obstacles interposés par le gouvernement américain, a fini par être une source de corruption excessive et n'a guère profité au peuple haïtien.

Les efforts de l'impérialisme pour soutenir le gouvernement et promouvoir les accords avec l'opposition ont échoué. La répudiation populaire s'étend donc aussi à l'ingérence du Core Groupe, organisme multilatéral qui comprend des représentants de la mission d'occupation des

forces militaires et de la police de l'ONU, le Minujusth, ainsi que de l'OEA et des gouvernements de l'Allemagne, Brésil, Canada, État espagnol et États-Unis. Le Core Groupe a publié une déclaration interventionniste critiquant les manifestations populaires et louant le "professionnalisme" des forces de police haïtiennes, précisément lors de meurtres et de violations des droits de l'homme dans les rues.

Nous soutenons les revendications centrales de la déclaration du Rasanbleman Ayispen Revolisyonè pou Ayiti (RARA), un parti socialiste haïtien qui participe à la lutte et demande la démission inconditionnelle de Jovenel Moïse et du cabinet dirigé par le Premier ministre Jean H. Ceant, le châtiment de la corruption à Petrocaribe et la dissolution du groupe de police des opérations spéciales BOID, responsable de nombreux crimes répressifs de la semaine dernière, tout en repoussant l'ingérence du groupe Core Groupe.

À bas le gouvernement corrompu de Jovenel Moïse et le PHTK ! Vive la rébellion haïtienne ! Non à la présence du Minujusth ! Pour un gouvernement de travailleurs et d'organisations populaires, qui cesse de payer la dette extérieure et récupère les ressources volées pour les mettre au service des besoins de la population !

Unité Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (UIT-QI)

15 février 2019